

Renato Sérgio de Lima

Criminalité violente et homicides à São Paulo

Facteurs explicatifs et mouvements récents

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Renato Sérgio de Lima, « Criminalité violente et homicides à São Paulo », *L'Ordinaire des Amériques* [En ligne], 216 | 2014, mis en ligne le 11 juillet 2014, consulté le 18 mars 2015. URL : <http://orda.revues.org/1138>

Éditeur : Université de Toulouse 2 - Le Mirail; Institut pluridisciplinaire pour les études sur les Amériques à Toulouse (IPEAT)

<http://orda.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://orda.revues.org/1138>

Document généré automatiquement le 18 mars 2015.

© Tous droits réservés

Renato Sérgio de Lima

Criminalité violente et homicides à São Paulo

Facteurs explicatifs et mouvements récents

- 1 São Paulo, avec ses 42 millions d'habitants environ, est le plus grand état brésilien et la principale économie du pays. Beaucoup de ce qui s'y passe se reflète dans d'autres états et/ou peut servir comme élément de référence pour comprendre certaines particularités observables ailleurs. Aussi, cet article prend comme point de départ la constatation que, à l'inverse de ce qui s'est passé dans d'autres unités de la République fédérative du Brésil, l'État de São Paulo et sa capitale ont enregistré, entre 2000 et 2010, des réductions en continu de leurs taux d'homicides.
- 2 Les explications concernant ce phénomène et sa singularité, son intensité et l'échelle de son développement demeurent en ce qui concerne São Paulo l'objet d'un vif débat. Elles représentent un défi autant pour le monde universitaire que pour les décideurs de politiques publiques. En effet, mieux connaître les facteurs à l'origine d'une évolution si positive permet tout autant de réfléchir aux formes contemporaines de conflictualité que d'améliorer les programmes publics consacrés à la prévention de la violence.
- 3 Nombreuses sont les dimensions concernées, dans la mesure où le Brésil et l'État de São Paulo traversent – ou ont traversé – de profonds changements d'ordre démographique, économique et social qui, en lien avec de nouvelles conceptions et formes de gestion et de mise en pratique des politiques de sécurité publique et de prévention de la violence, contribuent à un plus ou moins fort degré à expliquer l'évolution de ces indicateurs.
- 4 En effet, si les chercheurs s'accordent sur les constatations générales, ils divergent en revanche quant à la façon d'interpréter le phénomène. Autrement dit, s'il y a consensus quant à l'existence de multiples déterminants à la chute des indicateurs de la violence à São Paulo, les opinions varient fortement en ce qui concerne l'importance de chaque déterminant, avec absence de consensus quant au poids, à la prépondérance, aux complémentarités et/ou quant à l'existence de facteurs qui s'annulent mutuellement.
- 5 L'une des raisons de ces divergences est que le sujet est souvent abordé par les chercheurs à partir d'un stock spécifique de connaissances et de pratiques circonscrites, référées à des expériences localisées ou internationales. Différentes méthodologies de production de données et, souvent, l'absence de séries historiques comprenant des statistiques sociales ne permettent guère de mener de vastes comparaisons longitudinales, et des questions apparemment simples ne trouvent pas de réponse définitive.
- 6 Cet article décline brièvement les différentes explications présentes dans la littérature spécialisée ayant en vue d'explorer leurs ressorts logiques et de susciter le débat là-dessus. Il soulève également quelques questions concernant la possibilité d'un agenda de recherche dans ce domaine et les difficultés méthodologiques que pose le suivi de phénomènes complexes comme celui dont il est question ici. Il s'agit par conséquent d'un article à caractère descriptif, et les questions suscitées par chacune des explications identifiées ne sauraient y être approfondies.

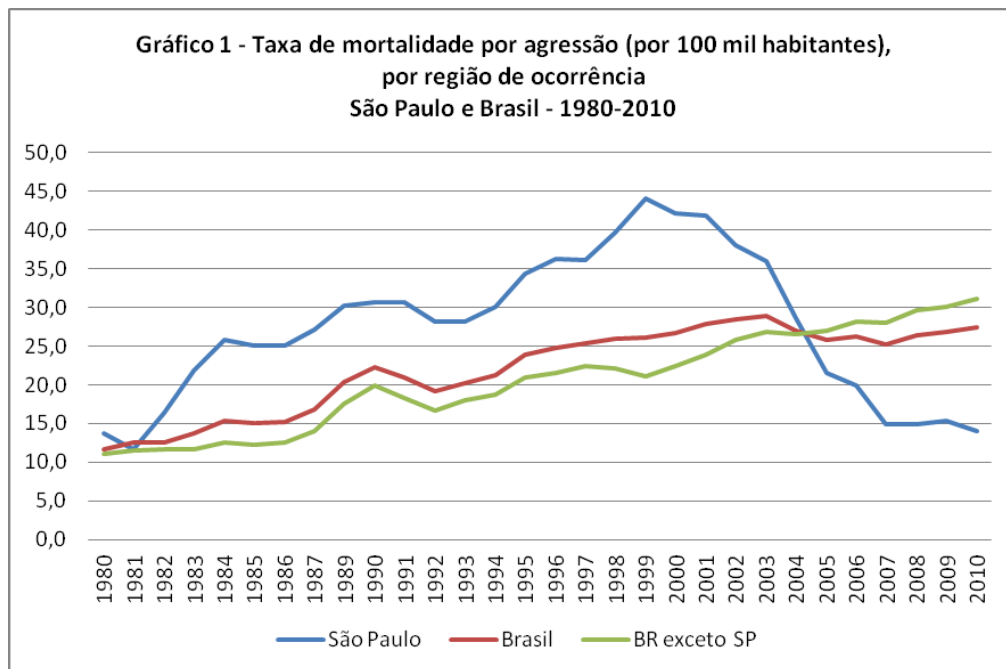
Des cas exemplaires et l'État de São Paulo¹

- 7 A l'échelle internationale, les principaux exemples de réussite des politiques de lutte contre la violence urbaine sont ceux des villes de New York et de Bogota : pour la première, le taux d'homicides est passé de 30,8 à 9,4 crimes pour 100 mille habitants entre 1990 et 2000 ; et pour la seconde, la réduction en a été de 63 % entre 1990 et 2003. Bien que l'on ne puisse affirmer, dans aucun des deux cas, que cette chute a été généralisée ou qu'elle se soit exprimée par des niveaux plus élevés de sécurité au sens large du terme et sur l'ensemble de ces villes, les résultats obtenus n'en sont pas moins remarquables. Il est donc naturel que des propositions de

politiques de sécurité concernant d'autres lieux s'emploient à interpréter ces cas et à y déceler des initiatives réussies susceptibles d'être reproduites ou encouragées.

- 8 Or, le Brésil présente un cas tout aussi digne d'intérêt et tout aussi stimulant du point de vue de la recherche. L'État de São Paulo connaît depuis l'an 2000 des résultats comparables à ceux des villes citées. Après une période de forte élévation, le taux de mortalité par agression, selon les chiffres du secteur sanitaire, est passé de 43,2 cas pour 100 mille habitants en 1999 à 14,1 en 2010. La tendance historique vérifiée dans les séries annuelles depuis 1980 s'est par conséquent inversée, l'indicateur pauliste devenant inférieur à l'indicateur national (Graphique n° 1).

Graphique n° 1 - Taux de mortalité par agression (pour 100 mille habitants), par région d'incidence. São Paulo et Brésil - 1980-2010 || São Paulo - Brésil - BR sauf SP.



Source : MS/SVS/DASIS – Sistema de Informações sobre Mortalidade– SIM.

- 9 Les comparaisons internationales ont toutefois une portée limitée. Simultanément au changement quantitatif, exprimé par la réduction des taux d'homicide, on constatait dans l'État de São Paulo un changement structurel de la dynamique de la violence. Les concepts à partir desquels ce phénomène a été abordé dans les années 90, avec l'exacerbation des conflits dans les régions métropolitaines et le fort accroissement des morts par agression chez les jeunes, ont été complètement remis en cause.
- 10 Les résultats obtenus pour l'État de São Paulo –chute accélérée des taux d'homicides pour la capitale et sa région métropolitaine – tendent à redéfinir la place de la violence en tant que phénomène métropolitain. Cette réduction ne s'étant guère accompagnée d'une tendance inverse à l'intérieur de l'état, les taux régionaux tendent à converger vers un niveau comparable à celui de la capitale, ce qui indiquerait un nouveau « modèle pauliste ». Par ailleurs, si la croissance des taux d'homicides des 20 dernières années reflétait l'exacerbation de la violence chez les jeunes du sexe masculin, le comportement récent de cet indicateur témoigne d'une forte tendance à la réversion au sein de ce même groupe : entre 2000 et 2010, le taux de mortalité par agression chez les hommes âgés de 15 à 24 ans a diminué de presque 76%, au point de devenir inférieur, en 2010, aux taux observés chez les hommes âgés de 25 à 34 ans.
- 11 Les données montrent que les facteurs intervenant sur la chute du taux d'homicides à São Paulo ont été territorialement concentrés et ont concerné des groupes sociaux précis. Pour les chercheurs, les décideurs et la police, toutefois, la signification de ce processus relève d'éléments distincts. Interroger ces différentes approches est l'un des objectifs de cet article. Parmi quelques mises en perspective nécessaires, et comme l'indique Eduardo Batitucci, de la Fondation João Pinheiro, il faut noter que la chute des taux d'homicides ne s'est pas

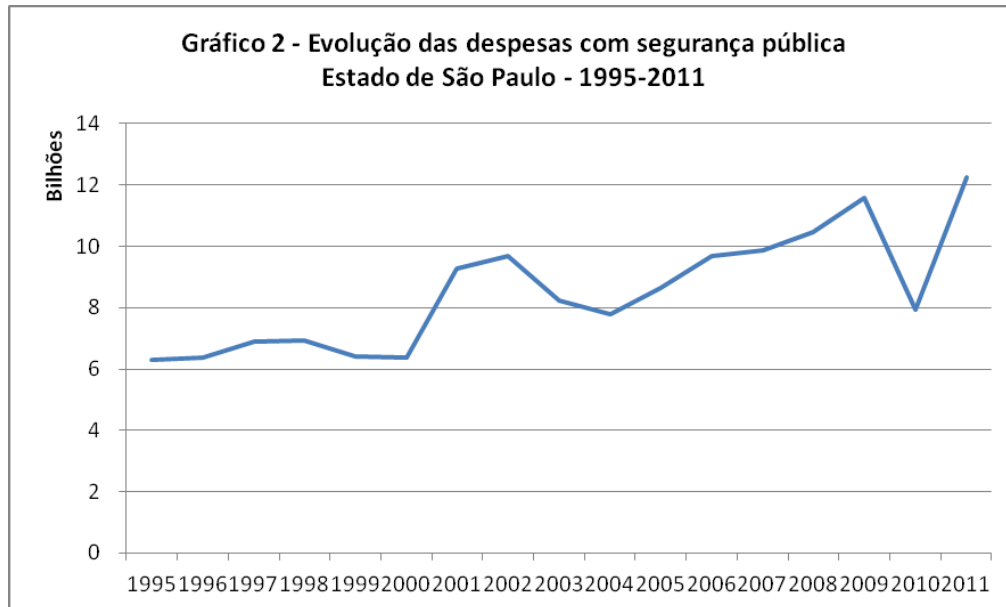
vérifiée exclusivement à São Paulo. Rio de Janeiro et Minas Gerais, par exemple, soit ont déjà présenté un comportement similaire, soit sont actuellement en train d'amorcer une inversion des tendances à l'élévation des taux d'homicides. La différence étant, dans le cas de São Paulo, le laps de temps et l'intensité avec lesquels intervient cette chute et le fait que, en l'occurrence, seuls les taux d'homicides manifestent une tendance constante à la baisse, les autres taux de criminalité présentant un comportement plus erratique.

De multiples facteurs explicatifs de la réduction de la violence à São Paulo

- 12 Un rapport de la Fondation Seade - organisme en charge de la production de données statistiques dans l'état São Paulo - élaboré à l'intention du Secrétariat à la Justice et à la Défense de la Citoyenneté², pointe une série de facteurs sociaux, politiques et institutionnels à prendre en compte dans les études menées et au niveau de l'action de l'État, dans le domaine de la sécurité publique et de la prévention de la violence. Selon ce document, un regard synthétique porté sur les institutions et sur les politiques de justice et sécurité publique mises en œuvre au Brésil, notamment à São Paulo, après la transition démocratique, nécessite que soient rappelés un certain nombre d'éléments, même ces derniers sont assez connus.
- 13 Au long des années 1980 et 1990, un accroissement constant des taux de criminalité et de violence, ainsi que du sentiment d'insécurité de la population s'est tout d'abord vérifié – cela demeurant aujourd'hui encore une réalité dans plusieurs États. La littérature spécialisée (Zaluar, 1999; Adorno, 1993; Barreira e Adorno, 2010; Lima, Misse e Miranda, 2000) assimile cette croissance au maintien de structures organisationnelles et de jalons légaux hérités de la période autoritaire, entraînant la persistance de pratiques opérationnelles obsolètes et une résistance des institutions policières et judiciaires au contrôle et à la participation sociale à son exercice. Par ailleurs, étant donné que ces institutions constituent un système organisé à différents niveaux et à différentes sphères de pouvoir et de gouvernement, leur intégration et l'adoption de paradigmes d'action régis par la logique des droits de l'homme et de la transparence s'avèrent être des processus très complexes.
- 14 Cependant, l'accroissement même du nombre d'actes violents dans les décennies passées a conduit certaines unités de la fédération, notamment l'État de São Paulo, à entreprendre une série de réformes de leurs polices, et à rechercher des moyens d'intégrer les efforts des nombreuses institutions constitutives de ce système, à la limite responsable dans notre société du traitement et de la résolution des conflits. Dans ce contexte, a également pris corps l'idée que des phénomènes comme le crime, la violence, le désordre et l'inobservance des droits de l'homme découlent de causes et déterminants multiples.
- 15 Ainsi, la mise en œuvre de changements au niveau du système de justice et de la sécurité publique, fondée sur une perspective plus large concernant les causes de la violence, a entraîné au niveau des pouvoirs publics et des spécialistes une reconnaissance des variations que peuvent subir la violence et le crime en lien, entre autres, avec la conjoncture sociale et démographique, la présence de facteurs de risque, la mise en œuvre de politiques sociales et urbaines ou de stratégies de prévention. Suivant cette optique, et tout en admettant que les polices et la justice criminelle constituent des éléments décisifs dans la lutte contre la violence et pour la préservation de la paix, de nouvelles institutions et de nouveaux acteurs sociaux ont été incorporés à ces efforts, et de nouvelles pratiques ont été adoptées entraînant sans doute le renversement des indicateurs de la criminalité dans les années récentes.
- 16 Définir le statut de chacun de ces facteurs de diverse nature multiples et aux interrelations complexes demeure une tâche difficile, mais les reconnaître est bien le premier pas pour pouvoir évaluer leur influence et chercher à comprendre leurs connexions, offrant ainsi aux pouvoirs publics et à la société de nouvelles approches et de nouvelles méthodes de lutte contre la violence urbaine.
- 17 Les prochaines sections de cet article dénombreront les principaux facteurs évoqués dans différents travaux pour expliquer la réduction des taux de violence à São Paulo. . Il s'agit pour nous simplement de décliner ces contributions, même de façon sommaire, pour définir les termes du débat.

Perfectionnement des mécanismes de planification, gestion et contrôle

- 18 L'un des arguments les plus mobilisés pour expliquer la chute récente et accentuée des homicides à São Paulo renvoie aux politiques de sécurité publique, notamment à la réforme des politiques de gestion focalisées et à la planification stratégique adoptée au long des quinze dernières années par le Secrétariat à la sécurité publique. Sont citées entre autres, parmi ces initiatives, le renforcement des effectifs du Departamento Estadual de Homicídios e de Proteção à Pessoa - DHPP, la création de la Superintendência de Polícia Técnica e Científica, la priorité accordée à l'emprisonnement d'auteurs d'homicides sériels, la mise en cohérence des zones de compétence des deux polices territoriales et de la police de proximité, entre autres.
- 19 Cette explication trouve également une adhésion chez ceux qui soulignent que les gouvernements fédéral et *pauliste* ont concentré leurs efforts dans le perfectionnement technique de l'activité policière et de la gestion des institutions de justice et sécurité publique dans les domaines suivants :
- planification et évaluation de politiques ;
 - modernisation et élargissement des systèmes de communication et emploi de nouvelles technologies ;
 - gestion de l'information (Infocrim, Sistema de Metas de Atuação Policial ;
 - pratiques et procédures faisant référence aux présupposés de garantie des droits (Protection aux témoins, Programme *Bem Me Quer*, création, par la PM, des POPs – Protocolos Operacionais Padrão, opérations « *saturação* » et « *virada social* », entre autres) ;
 - politiques locales de prévention (telles que la police de proximité) ;
 - priorité aux opérations de désarmement de la population (actions spécifiques, Statut du désarmement, entre autres) ;
 - formation et valorisation professionnelles, voire l'introduction de cours concernant les droits de l'homme dans les écoles de police et d'autres écoles de formation professionnelle relevant du même domaine ;
 - élargissement des moyens de contrôle interne et externe (Médiateurs et inspecteurs de justice ; Comissão para Redução da Letalidade Policial)³ ;
 - création d'espaces institutionnels favorisant l'accès à la justice et à la garantie des droits (Défenseurs publics, Tribunaux spéciaux, Police scientifique, nouvelles unités de la Fondation Casa, une nouvelle vision de la politique agraire, etc.).
- 20 Ajoutons à cela l'accroissement des ressources destinées à la sécurité publique, qui sont passées à São Paulo de 6 milliards de réaux en 1999 à plus de 12 milliards en 2011 (Graphique n° 2). Il s'agit du plus important budget brésilien en ce domaine et l'équivalent de plus de 12 % des investissements en matière de police sur l'ensemble du pays.

Graphique n° 2 :**Évolution des dépenses en matière de sécurité publique****État de São Paulo - 1995-2011****milliards**

Source : Ministério da Fazenda/Secretaria do Tesouro Nacional - STN ; Fórum Brasileiro de Segurança Pública.

N.B. : Chiffre mis à jour d'après l'IGP-DI de 2011

- 21 Cette même perspective de valorisation des aspects relatif la gestion des politiques de sécurité oriente ceux qui prétendent que le Statut du Désarmement aurait permis le retrait des armes en circulation ayant, par conséquent, un impact positif sur la dynamique des homicides. São Paulo a été pionnier dans l'organisation de contrôles sur les armes et les munitions. Pour corroborer cette perspective, des études réalisées à partir d'informations du Datasus ont cherché à évaluer l'impact de la campagne pour le désarmement sur le taux de mortalité par arme à feu. Elles ont indiqué une réduction de 19,4 % pour ce type de décès, passés de 10.097 à 8.137 entre 2003 et 2004, précisément lors de la période d'entrée en vigueur de la nouvelle législation.
- 22 Puis une autre évidence, un travail issu de la thèse de doctorat de l'économiste Daniel Cerqueira (2011), de l'IPEA, a conclu que pour 18 armes saisies par la police une vie était épargnée. Entre 2011 et 2007, il y a donc évidence que environ 13 mille personnes n'ont pas été assassinées à São Paulo grâce à la politique de désarmement, ce qui correspond à 21 % de la diminution des homicides au cours de la période indiquée.

Le rôle des municipalités

- 23 Une autre question mise en relief est celle de l'incorporation à l'agenda de la sécurité publique de nouvelles institutions, telles les mairies. Selon la Constitution, la sécurité publique au sens strict (gestion policière) est du ressort du gouvernement des états fédérés, les municipalités étant uniquement en charge de la protection du patrimoine.
- 24 Suite à l'augmentation de la violence au long des années 80 et 90, toutefois, le rôle des municipalités dans la prévention du crime et de la violence a été repensé à partir d'une logique locale. Voilà qui semble avoir suscité un changement de regard, du répressif au préventif, et faisant glisser la vision du crime vers celle de la violence, avec des mesures et des interventions sur la scène urbaine supposées susceptibles de modifier le cadre d'insécurité.
- 25 Pour simplifier, on peut dire que cinq politiques municipales en ressortent : création des gardes municipales ; institutionnalisation des conseils, secrétariats et plans municipaux de sécurité ; accès des municipalités, aux ressources du Fundo Nacional de Segurança Pública ; puis, dans certaines villes, création de la loi de restriction au fonctionnement des bars et à la vente de boissons alcoolisées, ce qui, dans l'optique de la prévention, serait du ressort de la police administrative, relevant des municipalités selon la Constitution brésilienne.

- 26 Outre ces cinq politiques, le Gouvernement fédéral a créé en 2007 le Programa Nacional de Segurança Pública com Cidadania – PRONASCI, qui a introduit des politiques de prévention de la violence à fort caractère local et municipal, notamment, entre autres, « *mulheres da paz* » et « *protejo* » (ciblé sur les jeunes). Le PRONASCI est orienté vers des jeunes âgés de 18 à 24 ans et vise à éroder l'idée d'un lien entre jeunesse et violence. Son budget sur cinq ans, estimé à plus de R\$ 5 milliards (2,4 md\$), a été une importante source de financement pour les municipalités, pour autant qu'elles acceptent d'y adhérer en créant des Cabinets de Gestion municipale intégrée.
- 27 Selon l'IBGE, 29,1 % des communes de São Paulo disposaient de Gardes municipales en 2009, contre une moyenne nationale de 15,5 %. Il est à noter que certains États présentent des taux d'homicide supérieurs à ceux de São Paulo, bien qu'ayant une proportion plus élevée de municipalités disposant de Gardes, comme c'est le cas dans 73,9 % des communes de l'état de Rio de Janeiro.
- 28 Dès 2002 j'avais souligné la place des villes et de l'espace urbain dans l'explication des homicides, en dépit du fait que l'on discutait, à ce moment-là, des raisons de l'accroissement de ces crimes et non pas de leur réduction. Dans un texte daté de cette période, je soulignais que « le crime à São Paulo a revêtu une telle centralité dans la vie quotidienne qu'il finit par contribuer à la redéfinition des paysages et des comportements. La plupart des crimes violents ont lieu dans des quartiers de la périphérie, en général dans les plus pauvres et détenant les pires indicateurs sociaux. Le crime émerge comme un élément supplémentaire dans un contexte de manques structurels et d'illégalismes. Il ne s'agit pas simplement d'une absence d'État, mais du fait que sa présence peut revêtir une forme ambiguë et arbitraire : répresseur, paternaliste, ou clientéliste. En ce sens, la population de São Paulo connaîtrait ce que l'on peut désigner comme une banqueroute sur le plan de la gestion de la ville ; autrement dit, elle souffrirait de l'inexistence de mécanismes adaptés et de politiques publiques au niveau des administrations municipales, des états fédérés et du gouvernement fédéral, d'un déficit d'actions globales d'encouragement et de construction de la citoyenneté, ainsi que de politiques de pacification sociale » (Lima, 2002).
- 29 Selon ce raisonnement, la réduction et/ou l'augmentation des homicides seraient précisément liés à la mise en œuvre ou son absence, par les mairies, d'agendas dans le domaine de la sécurité publique et, par conséquent, à la réorganisation de leurs services et de l'espace urbain dans la perspective de la prévention, faisant valoir l'attribution constitutionnelle du pouvoir de police administrative et de contrôle fiscal.
- 30 Un exemple en serait les contraintes imposées aux conditions de fonctionnement des bars et à la consommation de boissons alcoolisées. D'importants travaux ont été menés au sujet de cas emblématiques, tel celui de Diadema, établissant une corrélation statistique entre la restriction au fonctionnement des bars, la diminution de la consommation d'alcool et la réduction des homicides. Ces travaux, cependant, n'épuisent pas le sujet. Il reste nécessaire d'établir des analyses comparatives des évidences empiriques dans de nombreuses villes ayant adopté cette politique, et dans d'autres qui pourraient constituer un groupe de contrôle. En témoignent l'exposé de Eduardo Batitucci et les réflexions de Michel Wieviorka, lors du séminaire « *Crime, Violência e Cidade* » qui a eu lieu les 6 et 7 mai 2009 à l'Université de São Paulo, lesquels pointent des comportements et des temporalités diversifiés entre les différentes unités de la fédération, voire entre différents domaines territoriaux.

Participation sociale

- 31 De façon similaire, et sans méconnaître le rôle de l'État, d'autres courants soulignent l'importance de la société civile organisée en tant qu'élément crucial pour la compréhension du phénomène. Certains spécialistes font remarquer le rôle des organisations sociales et de la « communauté » qui, à travers un partenariat avec les pouvoirs publics, ont contribué à éliminer une importante lacune institutionnelle des programmes d'action publique, en intégrant les populations en difficulté en tant qu'agents actifs des politiques de lutte contre la violence en vue d'une plus grande efficacité de l'action publique.

- 32 Ici, la réflexion porte sur le débat classique concernant les relations entre État et société ; sur le débat concernant la mise en forme des règles de sociabilité, à l'heure actuelle fortement influencées par l'action du Troisième secteur en matière d'organisation de l'espace public et de l'économie. Une telle perspective perçoit de manière positive l'idée d'une société pensée comme partenaire dans la médiation des conflits et dans la circonscription du monopole de la violence à la sphère publique et étatique.
- 33 Cependant, à l'instar des travaux portant sur le rôle des politiques municipales, ceux axés sur une plus grande participation populaire dans des zones à haut risque ont une portée limitée et, en dépit du potentiel d'intervention suggéré par ces expériences locales, il est fort difficile d'en transposer les résultats à des périmètres géographiques plus larges.

Réduction des disputes territoriales entre factions criminelles

- 34 Une autre ligne d'argumentation, également centrée sur les formes de sociabilité de la population des zones périphériques et à risque élevé, met en relief l'émergence d'un modèle de régulation de l'ordre établi par le crime organisé lui-même. Ce courant, qui comprend à la fois certains segments policiers et certains travaux ethnographiques, renvoie à l'idée de l'existence dans ces zones d'une perception diffuse prétendant que l'hégémonie d'une faction criminelle (le PCC) aurait contribué à faire régresser les taux d'homicides grâce à la médiation des conflits et au maintien de l'ordre. Le PCC aurait ainsi « pacifié » des territoires autrefois dominés par divers gangs liés au trafic de drogues. Les « tribunaux » destinés à apporter une solution aux conflits engendrés par le crime organisé participeraient non seulement à l'organisation du « business du trafic », mais auraient également une portée du point de vue de la redéfinition du sens du légal et de l'illégal ; du légitime et de l'illégitime, dans un ordre social où la violence est l'un des traits caractéristiques suscitant par là-même une adhésion suffisamment importante pour devenir le référentiel empirique des règles de sociabilité, comme le soutient Luis Antonio Machado da Silva (2004).
- 35 Une telle hégémonie, d'après les récits des policiers, découlerait du fait que le PCC a pris en charge le commerce en gros de drogues illicites à São Paulo imposant aux groupes locaux l'achat de portions fixes de stupéfiants, ce qui aurait freiné les disputes de territoire. La logique économique du crime organisé, en extra-muros de toute considération concernant la légalité ou l'illégalité des activités qu'il développe, serait à l'origine de nouvelles formes de sociabilité, mettant à l'œuvre, dans le cas des homicides, une sorte de « paix anti-civilisatrice », la paix apparente témoignant de l'imposition de la peur et de la crainte de représailles personnelles.
- 36 En dépit de la présence constante, dans les prises de parole des communautés situées dans les périphéries des grandes villes et dans les discours officiels des polices, du crime organisé comme élément déterminant de la réduction des taux d'homicides, se pose, là aussi, une interrogation concernant la portée d'une expérience localisée et la possibilité de l'étendre à des aires géographiques plus larges. Comme nous l'avons souligné plus haut, et malgré une chronologie distincte, les homicides baissent également à Rio de Janeiro ou à Minas Gerais, et le PCC ne saurait, dans ces états, être pris comme facteur explicatif.
- 37 Par ailleurs, en assumant la perception de certains segments sociaux à propos de la violence létale, on incorpore une notion « d'homicide » quelque peu diffuse telle que la comprennent ces segments, ce qui ne correspond guère aux catégories juridiques formellement acceptées dans le pays – un exemple étant le fait que la violence domestique pratiquée sur le long terme, dont les lésions peuvent entraîner la mort, ne soit pas immédiatement reconnue par la « communauté » en tant qu'homicide. Dans cette perspective, le débat acquiert des contours variables selon la position de l'interlocuteur ou selon le biais qu'il adopte. Le regard du chercheur et/ou décideur en matière de politiques publiques portera alors la trace des faits ou des phénomènes qu'il estimera pertinents, inédits, prioritaires ou plus légitimes que d'autres ; et ceci dans un processus où les valeurs et l'objet de recherche apparaissent indissociables.
- 38 Autrement dit, nous nous trouvons face à un dilemme épistémologique qui ne fait que renforcer la difficulté à envisager l'homicide comme une catégorie englobant un seul phénomène social

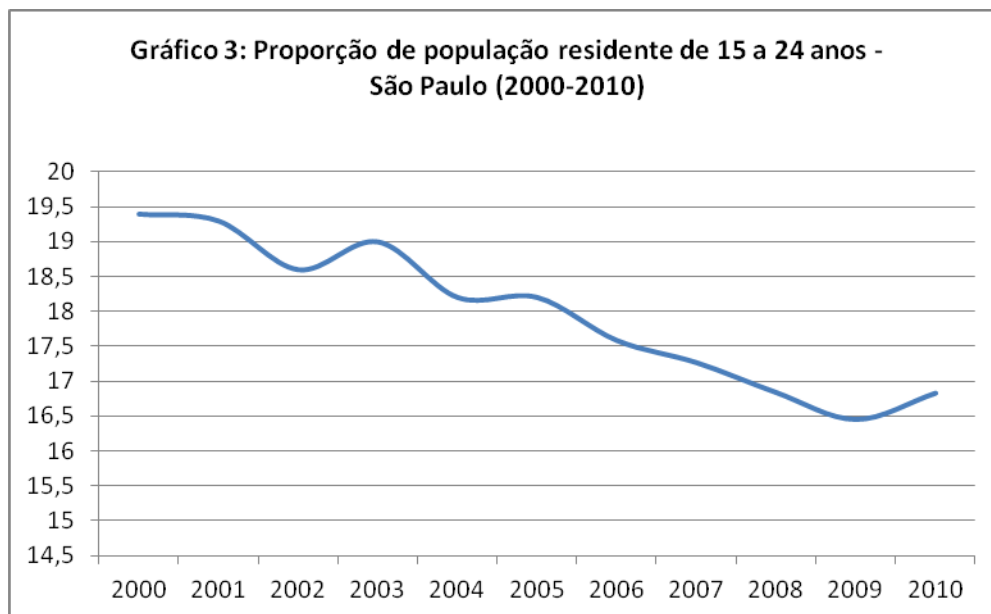
et, par conséquent, à chercher une explication générale à la réduction de la violence létale à São Paulo.

Démographie et aspects socio-économiques

39 Une autre ligne d'argumentation met l'accent sur le fait que, quoique le comportement du taux d'homicides puisse être discuté dans le cadre spécifique des politiques de sécurité publique ou des mouvements de société, la configuration de la criminalité doit être comprise dans une perspective plus large. Des facteurs d'ordre structurel, ainsi que des changements sociaux à moyenne ou longue échéance, auraient également contribué à la réversion des taux d'homicide à São Paulo rendant plus efficaces les actions policières. En ce sens, la chute de la criminalité résulterait de la convergence de facteurs démographiques, sociaux et économiques s'avérant largement favorables à la réduction des taux d'homicide.

40 Tout d'abord, des changements démographiques ont réduit la taille des strates « jeunes », chez qui le risque d'engagement dans des actes violents est plus élevé – ce n'est pas un hasard si la plus forte baisse du taux d'homicides s'est vérifié exactement au niveau de ces strates. A titre d'exemple, les 15 à 24 ans sont passés de 19,4 % en 2000 à 16,8 % en 2010 sur l'ensemble de la population *pauliste* (Graphique n° 3). La réduction proportionnelle du nombre de jeunes – reflétant des chutes réitérées du taux de fécondité amorcées dès les années 1980 – aurait réduit la taille du segment de la population le plus exposé aux risques de la violence, avec un impact sensible sur l'efficacité des nouveaux modèles d'action policière dans la lutte contre la violence à São Paulo.

Graphique n° 3 : Proportion de population résidente de 15 à 24 ans - São Paulo (2000-2010)



Source : IBGE - Recenseamentos Demográficos/ Estimativas populacionais enviadas ao TCU, estratificadas por idade e por sexo por le MS/SGEP/Datasus.

41 À ce changement de la situation démographique vient s'ajouter une autre dimension importante : l'élévation des niveaux de scolarité de la population en général et des plus jeunes en particulier. On peut s'attendre à ce qu'une population plus instruite soit capable de résoudre ses propres conflits par des moyens non violents. En admettant cette hypothèse, il est possible d'imaginer que l'expansion rapide de l'accès à l'école, notamment parmi les plus jeunes, a pu réduire le recours à des actes violents dans la résolution des conflits. Par ailleurs, outre la fonction exercée au niveau de la formation et de la socialisation de sa clientèle, l'école peut également exercer une fonction protectrice, surtout lorsque les élèves habitent des zones à risque⁴. Ainsi, pour nombre de raisons, l'universalisation virtuelle de l'accès à l'école peut avoir eu un impact non négligeable sur les indicateurs de la violence fatale à São Paulo.

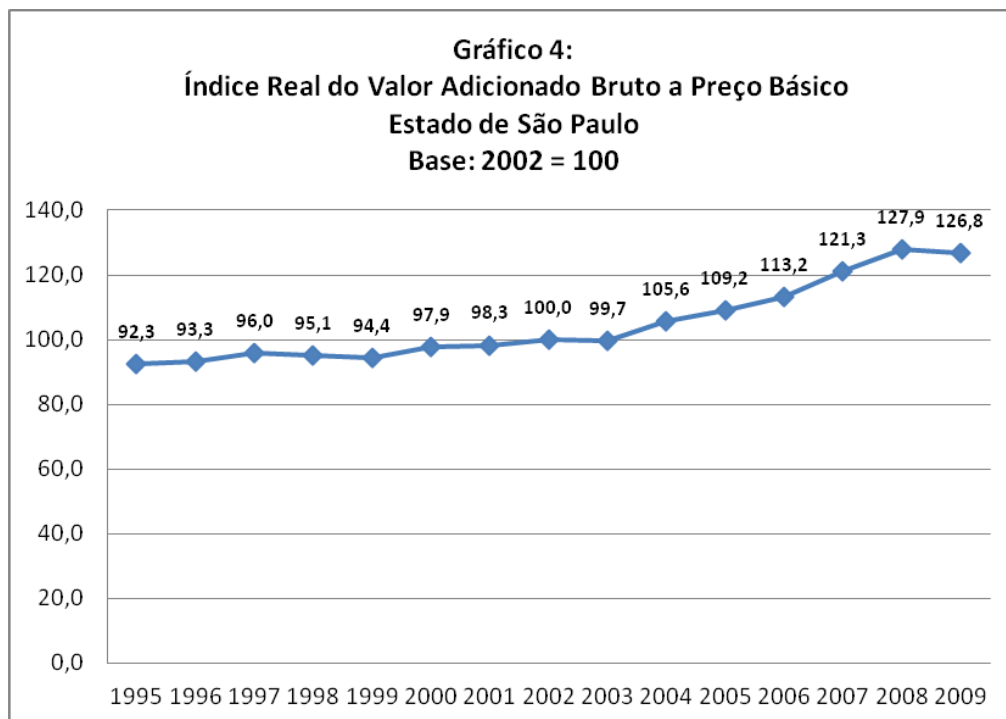
42 Une autre question qu'il importe de souligner, c'est que les changements démographique et social s'ajoutent à une conjoncture économique favorable à l'incorporation de larges

segments sociaux au marché de travail. Bien que les résultats économiques aient présenté un comportement erratique depuis la fin des années 1990, le Índice Real do Valor Adicionado Paulista s'est en moyenne élevé sur l'ensemble de la période (Graphique n° 4), ce qui s'est traduit à son tour par la diminution de l'inégalité mesurée par l'Indice Gini⁵ (Graphique n° 5). Selon cet indicateur, l'inégalité a diminué au cours des dernières années, aussi bien au Brésil qu'à São Paulo où la situation est un peu plus favorable. En 2009, cet indicateur enregistrerait le chiffre de 0,47 pour São Paulo et 0,51 pour le Brésil.⁶

Graphique n° 4 : Indice réel de valeur ajoutée brute au prix de base.

État de São Paulo

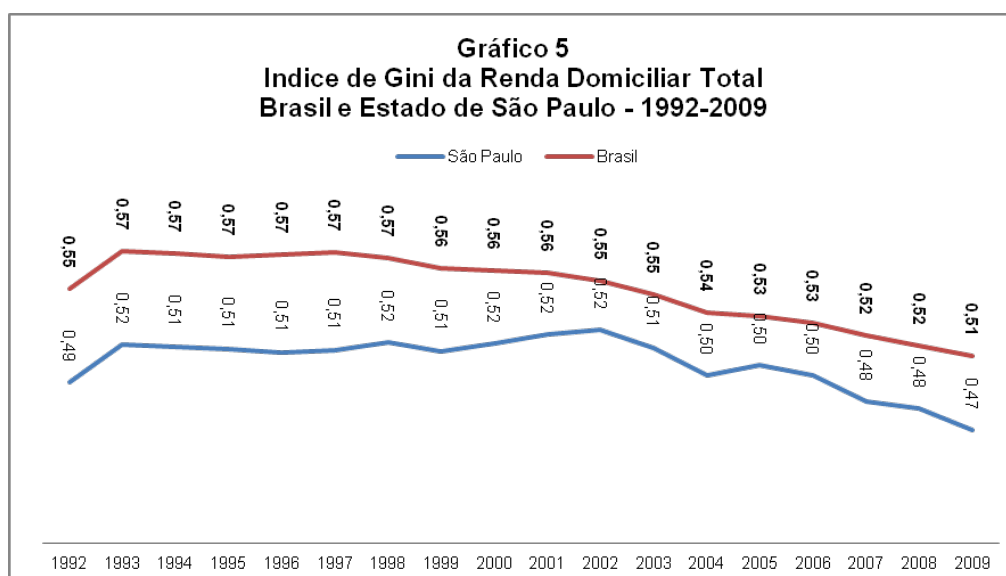
Base : 2002 = 100



Graphique n° 5 :

Indice de Gini de revenu domiciliaire total

Brésil et État de São Paulo - 1992-2009



Source : IBGE. Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios- PNAD.

(1) En l'absence d'informations PNAD, les données pour 1994 et 2000 ont été estimées.

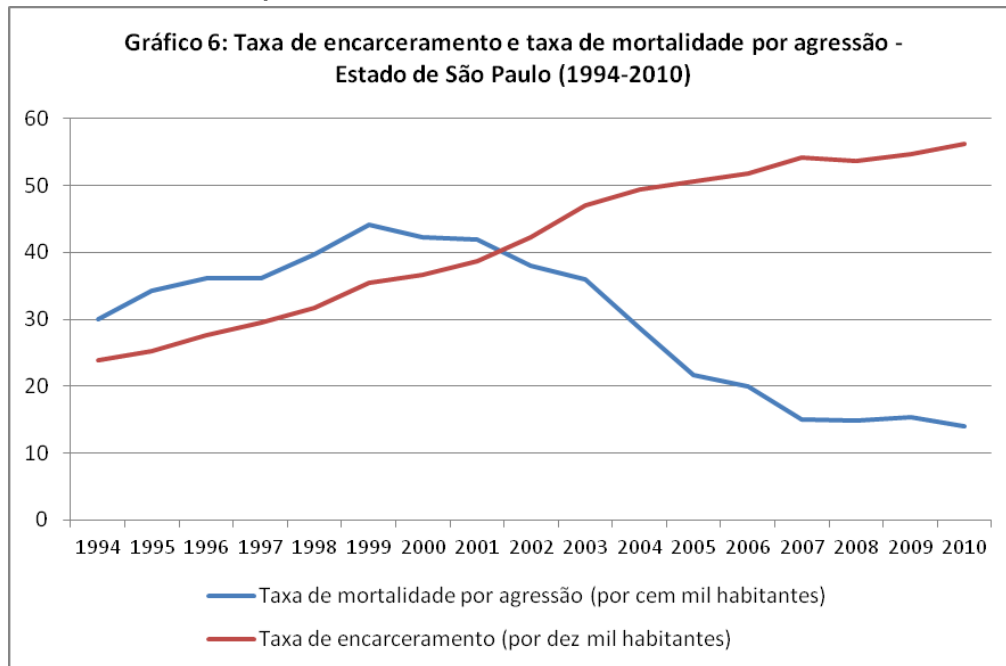
- 43 Un tel contexte a engendré une situation favorable du point de vue du marché de travail, avec diminution du taux de chômage et augmentation du taux de participation : en 1999, l'année à plus fort taux de chômage mesuré par la PNAD/IBGE, l'état de São Paulo comptait 12,6 % de chômeurs et une proportion de 56,8 % de personnes âgées de dix ans ou plus incorporées au marché de travail, en activité ou au chômage. En 2009, le chômage est passé à 9,7 %, et le taux de participation s'est élevé à 62,7 %. Enfin, selon le Relatório de Acompanhamento das Metas do Milênio publié par la Fondation Seade (2012), le taux moyen de chômage déclaré dans la Région métropolitaine de São Paulo, enregistré en 2011 par la Pesquisa de Emprego e Desemprego, a été de 8,3 %, témoignant d'une réduction continue et consistante des niveaux de chômage au long des dernières années.
- 44 Les aspects socio-économiques ne sont sans doute pas dépourvus d'importance, par exemple en ce qui concerne la concentration des richesses qui touche les municipalités de l'état de São Paulo, dont la distribution est extrêmement inégale. Six villes seulement y détiennent 50 % du PIB (produit intérieur brut). En ce qui concerne la violence, toutefois, parallèlement à la récupération de l'estime de soi des nouveaux actifs et leurs gains monétaires, l'emploi du temps dans des activités productives entraîne une réduction de leur exposition à des situations à risque chez ces individus réinsérés dans le monde du travail.

Incarcération

- 45 Parmi les arguments les plus importants versés au débat sur la réduction des homicides, figure sans doute celui qui assimile la baisse de ces crimes à la politique d'incarcération adoptée par l'état de São Paulo. Selon certains spécialistes, l'accroissement du nombre de personnes incarcérées et la construction de plusieurs prisons ont produit des effets positifs et ont pu influencer sur la dynamique de la criminalité en « faisant sortir des rues » des individus dont la trajectoire était marquée par la délinquance. Cependant, en ce qui concerne l'accroissement de la population carcérale de l'état, le taux d'incarcération s'est en fait élevé de façon linéaire depuis 1994, comme le montre le graphique n° 5, tandis que le taux de mortalité par agression a augmenté jusqu'en 1999, subissant alors une inflexion et présentant une chute plus marquée que l'accroissement de la population carcérale, notamment à partir de 2003.
- 46 Autrement dit, la baisse des homicides n'a eu lieu qu'après six années de croissance pendant lesquelles le nombre de prisons allait également en augmentant. A contresens de ce que suggèrent les arguments portant sur l'efficacité de l'incarcération massive, l'heureuse inflexion de la courbe relative à ce genre de crimes peut être liée à des facteurs autres que la prison. Une hypothèse plausible renvoie au fait que, depuis 1998, la Police de São Paulo, et notamment son Departamento de Homicídios e Proteção à Pessoa – DHPP, rattaché à la Police civile qui opère dans la capitale, a accordé une priorité à l'incarcération des « auteurs avérés d'homicides », en accord avec la stratégie de faire face à ces crimes à travers l'identification et emprisonnement des auteurs de morts multiples. Face à cette réalité, plutôt que le nombre d'arrestations en tant que telles, observables dans les données du graphique n° 6, ce qui semble avoir produit de vrais résultats, c'est l'arrestation de personnes présentant des risques sociaux élevés.

Graphique n° 6 : Taux d'incarcération et taux de mortalité par agression - État de São Paulo (1994-2010)

- Taux de mortalité par agression (pour cent mille habitants)
- Taux d'incarcération (pour dix mille habitants)



Source : MS/SVS/DASIS - Sistema de Informações sobre Mortalidade - SIM. Ministère de la Justice / Departamento Penitenciário Nacional - Depen ; Fórum Brasileiro de Segurança Pública.

- 47 Il est vrai que la politique d'incarcération massive entreprise par les gouvernements des états fédérés au long au moins de ces 10 dernières années a impliqué la « naturalisation » de la prison en tant qu'expérience probable et permanente de segments de plus en plus importants de la population, notamment ceux des périphéries urbaines et ceux qui constituent la cible des politiques criminelles traditionnelles, fondées sur le droit pénal et ses catégories incriminantes. Cet effet, que l'on ne saurait négliger, fait de la prison l'objet d'un récit toujours réitéré et surtout crée des voies de diffusion au sein de ces quartiers des valeurs et des codes de conduite forgés à l'intérieur des prisons.
- 48 S'il est bien vrai que ce « sous-produit » de la politique criminelle engendre de nouveaux codes de conduite et est constitutif de nouveaux acteurs et rôles sociaux, on peut toujours supposer, dans le dynamisme d'un cadre urbain comme celui de São Paulo, que de tels codes seront réélaborés et reconvertis dans un effort pour créer des voies de dialogue et de négociation avec les détenteurs des positions de force, soient-elles légales, publiques, privées ou illégales. Autrement dit, la population opère quotidiennement des négociations sur les significations et la légitimité des diverses conduites et, ce faisant, interagit aussi bien avec l'État qu'avec le crime organisé.
- 49 Reste que, en ciblant certains profils de crimes et de criminels, en définissant ceux qui doivent ou ne doivent pas faire l'objet d'une surveillance, les politiques criminelles renforcent le pouvoir discrétionnaire des policiers, qui sont les responsables ultimes de l'exercice de la force au nom de l'État. Je vise par là, et je tiens à le souligner, non pas les institutions mais le pouvoir discrétionnaire des agents et simples soldats, qui font face à la population au quotidien. Ce pouvoir est directement constitutif du rapport de la population non seulement à la prison, mais aux pouvoirs publics en général.

Considérations finales

- 50 Les discussions engagées lors du Workshop qui a motivé la rédaction du présent texte confirment l'importance pour des chercheurs et décideurs dans le domaine de la sécurité publique de réfléchir en termes d'approches multifactorielles en ce qui concerne les homicides. Il serait ainsi possible de mettre en place des programmes de recherche et de suivi de la violence létale prenant en considération aussi bien des aspects liés aux contextes de proximité que ceux

liés à la gestion des politiques de sécurité publique et des institutions policières, ou encore des éléments socio-économiques et démographiques.

51 L'explication de la baisse des homicides à São Paulo ne saurait être reliée à une seule variable, et cela, quelle que soit son importance aux yeux de ceux qui lui accordent une place centrale dans leur raisonnement. Autrement, on risquerait de faire place à des approches écologiques fallacieuses. Il se peut que, dans l'agenda des politiques publiques, l'idée d'une approche multi variée du problème puisse paraître trop difficile à construire. En fait, l'enjeu consiste à structurer des systèmes d'information susceptibles d'estimer le poids spécifique de multiples facteurs et, dans la mesure des ressources techniques disponibles, identifier les prévalences et les facteurs déterminants, en tenant compte des priorités définies par les décideurs et/ou les chercheurs.

52 Plutôt que d'épuiser toutes les variables de ce territoire explicatif, notre objectif a été d'esquisser un bref aperçu des principaux déterminants de la violence létale à São Paulo et au Brésil. D'autant plus qu'en 2012, alors que cet article était soumis à une révision en vue de sa publication, les statistiques disponibles suggéraient l'amorce d'une nouvelle inflexion des chiffres des homicides. Au bout d'une période de douze ans, une nouvelle crise de la sécurité publique semble remettre en cause la tendance continue à la baisse des homicides à São Paulo que nous avons mise en évidence.

53 En termes théoriques, le débat des années 1990 en vue de comprendre l'accroissement des homicides s'applique également à celui qui porte sur la réduction de ces crimes dans les années 2000. Autrement dit, dans un contexte associant des questions spatiales, urbaines, sociales, institutionnelles et culturelles, les conflits suivis de morts à São Paulo s'inscriraient dans une logique (multiforme et à configurations diversifiées) qui intervient sur le plan symbolique et dans l'imaginaire social concernant la façon par laquelle ces conflits pourraient être réglés.

54 En vue d'expliquer les tendances spécifiques concernant les morts violentes à São Paulo, l'agenda des recherches devrait par conséquent contempler des analyses de niveau micro, mais aussi de niveau méso et macro, où d'autres variables et références empiriques peuvent contribuer à la construction d'hypothèses et théories. À ces niveaux-là, on pourrait évoquer, parmi de nombreux autres exemples, des enquêtes portant sur la valeur morale de la vie et la place de l'État avec ses multiples sphères, institutions et pouvoirs, dans la garantie des droits de la société brésilienne ; tout comme la signification de la mort violente dans le langage courant qui organise les relations sociales au sein de la métropole. On pourrait pareillement s'interroger sur la qualité de la démocratie brésilienne et le degré d'adhésion à ses valeurs présent dans les institutions de justice et sécurité publique au Brésil, compte tenu du fait que 23 ans se sont déjà écoulés depuis la promulgation de la Constitution fédérale, communément désignée du nom de Constitution citoyenne.

Bibliographie

ADORNO, Sérgio. "A criminalidade urbana violenta no Brasil: um recorte temático". *BIB.Boletim Bibliográfico e Informativo em Ciências Sociais* 35 (1993): 3-24.

BARREIRA, César, et ADORNO, Sérgio. "A violência na sociedade brasileira". In MARTINS, C.B. et DE SOUZA MARTINS, H.H.T. (éds). *Horizontes das Ciências Sociais no Brasil*. São Paulo: Barcarolla, 2010, 303-374.

BUENO, Samira et LIMA, Renato Sérgio. "A opaca estética da indiferença: letalidade policial e políticas públicas de segurança". In POSSAS, M.T. (éd.). *5º Relatório de Direitos Humanos no Brasil*. São Paulo: NEV-USP, 2012 [en ligne] <http://www.nevusp.org/downloads/down265.pdf>

FERREIRA, Sinésio Pires, LIMA, Renato Sérgio, et BESSA, Wagner. "Criminalidade violenta e homicídios em São Paulo: fatores explicativos e movimentos recentes". *Coleção Segurança com Cidadania. Ministério da Justiça* 1:3 (2009): 11-20.

FÓRUM BRASEILEIRO DE SEGURANÇA PÚBLICA. *1º Anuário do Fórum Brasileiro de Segurança Pública*. São Paulo: FBSP, 2006 [en ligne] <http://www.forumsegurana.org.br/anuario>

LIMA, Roberto Kant de, MISSE, Michel, et MIRANDA, Ana Paula Mendes. "Violência, criminalidade, segurança pública e justiça criminal no Brasil: uma bibliografia". *Revista Brasileira de Informação Bibliográfica em Ciências Sociais* 50 (2000): 45-123.

LIMA, Renato Sérgio, FERREIRA, Sinésio Pires, BORDINI, Eliana, et BESSA, Vagner de Carvalho. *Homicídios: Políticas de Contrôles e Prevenção no Brasil*. Brasília: Coll. Segurança com Cidadania 1, SENASP/MJ, 2009: 11-20.

LIMA, Renato Sérgio, RATTON, José Luiz, AZEVEDO, Rodrigo Ghiringhelli de (éds). *Crime, Polícia e Justiça no Brasil*. São Paulo: Editora Contexto, 2014.

SILVA, Luis Antonio Machado da. "Sociabilidade violenta: por uma interpretação da criminalidade contemporânea no Brasil urbano". *Sociedade e Estado* 19:1 (2004): 53-84.

ZALUAR, Alba. "Violência e Crime". In MICELLI, S. (éd.). *O que ler na Ciência Social Brasileira (1970-1995)*. São Paulo: Editora Sumaré/ANPOCS, 1999, 15-107.

Notes

1 Version augmentée d'un texte rédigé par Renato Sérgio de Lima, Sinésio Pires Ferreira, Eliana Bordini et Vagner de Carvalho Bessa (2009).

2 Texte préparé en novembre 2008 pour étayer les actions en révision du Plano Estadual de Direitos Humanos de 1998, et la Conferência Estadual de Direitos Humanos qui devait avoir lieu entre août et septembre de la même année. Le texte intégral se trouve sur <http://www.justica.sp.gov.br>.

3 Certains travaux s'emploient à démontrer que l'impact des actions de contrôle interne et externe est assez réduit dans le cas de São Paulo, du fait que environ 20 % des homicides en 2012 ont été commis par la police. La baisse des homicides se heurterait à un obstacle d'ordre organisationnel, l'acceptation et la mise en valeur des modèles opérationnels engendrant un nombre élevé de morts par confrontation. Voir BUENO, S., et LIMA, R. S. (2012).

4 Certaines études suggèrent que le taux de fréquentation scolaire des jeunes est la donnée socio-économique présentant la plus forte corrélation statistique avec les taux de criminalité dans le pays. Voir Anuário do Fórum Brasileiro de Segurança Pública, 2006 (www.forumseguranca.org.br/anoario).

5 L'Indice de Gini, qui varie de zéro à un, est un indicateur d'égalité ou d'inégalité dans une distribution. Égal à zéro, il représente la situation théorique de l'égalité et égal à un, l'inégalité maximale. Lorsqu'il se rapproche de un, cela veut dire qu'une distribution donnée tend vers la concentration des richesses.

6 Voir FERREIRA, S., LIMA, R. S., et BESSA, V. "Criminalidade violenta e homicídios em São Paulo : fatores explicativos e movimentos recentes". *Coleção Segurança com Cidadania* 1.3 (2009) : 11-20.

Pour citer cet article

Référence électronique

Renato Sérgio de Lima, « Criminalité violente et homicides à São Paulo », *L'Ordinaire des Amériques* [En ligne], 216 | 2014, mis en ligne le 11 juillet 2014, consulté le 18 mars 2015. URL : <http://orda.revues.org/1138>

À propos de l'auteur

Renato Sérgio de Lima

Fórum Brasileiro de Segurança Pública et Fundação Sistema Estadual de Análise de Dados (SEADE), Brésil, rsdlima@gmail.com

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumés

Cet article aborde les différentes explications proposées par la littérature spécialisées concernant la baisse des homicides dans la ville de São Paulo. Il s'agit d'en explorer les éléments logiques sous-jacents et ouvrir le débat à leur propos. Des questions relatives à un agenda de recherches dans ce domaine sont également évoquées, ainsi que les difficultés

méthodologiques associées au traitement de phénomènes complexes comme celui dont il est question ici.

Violent Crime and Homicides in Sao Paulo. Contributory Factors and Recent Developments

This article presents and comments on an archetype of the chronologies of penal policies in contemporary Brazil, especially in the state of São Paulo, the reference period being that of the return to democracy in the country. It stages events, actions, and discourses which reveal the political and institutional trends and options constitutive of the field of control and repression of crime in the recent periods of our history, by setting in perspective the transformations and changes which characterize it on the international scale.

Criminalidad violenta y homicidios en São Paulo: factores explicativos y movimientos recientes

Este artículo analiza las diversas explicaciones ofrecidas por la literatura especializada sobre la disminución de los homicidios en la ciudad de São Paulo. Tratase de explorar los fundamentos lógicos subyacentes y de abrir un debate acerca de ellos. También se tratan cuestiones relativas a un programa de investigación en este campo, así como las dificultades metodológicas asociadas con el tratamiento de fenómenos complejos como el que se comenta aquí.

Criminalidade violenta e homicídios em São Paulo : fatores explicativos e movimentos recentes

Este artigo aborda as diferentes explicações propostas pela literatura especializada para o declínio dos homicídios na cidade de São Paulo. O objetivo é explorar os elementos lógicos dessas explicações e abrir o debate em torno delas. Ele propõe igualmente algumas questões relativas a uma possível agenda de pesquisa nesse campo e às dificuldades metodológicas postas pelo acompanhamento de fenômenos complexos como o que é tratado aqui.

Entrées d'index

Mots-clés : homicide, politiques de sécurité, politiques de prévention, São Paulo

Keywords : homicide, safety policies, prevention policies, São Paulo

Palabras claves : homicidio, políticas de seguridad, políticas de prevención, São Paulo

Palavras chaves : homicídio, políticas de segurança, políticas de prevenção, São Paulo